



Madame la DASEN, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et messieurs les membres de la Fssct12,

Trois mois après la rentrée, la formation spécialisée - santé, sécurité et conditions de travail se réunit enfin. C'est l'occasion notamment d'analyser les conditions de travail à travers les remontées dans les RSST.

Les problèmes liés à l'accueil des enfants au comportement perturbateur occupent toujours une grande partie des remontées RPS.

Pas très étonnant, l'école inclusive ne peut se faire sans moyens adéquats.

Quels membres des équipes éducatives dans le département ont été formé à l'accueil de ces élèves ? Souvent les agents municipaux (et parfois les enseignants) qui sont alors invités par les mairies qui investissent de l'argent dans ces formations devenues indispensables...

Les collègues sont demandeurs d'animations pédagogiques en lien avec l'école inclusive hélas à notre sens, sauf erreur de notre part, et malgré l'accueil de ces élèves depuis 2005, aucune formation n'a été proposée aux collègues sur cette thématique. C'est à peine croyable !

Vous nous direz que des moyens sont donnés notamment avec les notifications d'AESH. Les chiffres académiques font apparaître qu'en Aveyron, il y a environ 2329 élèves notifiés pour 312 AESH, cela nous donne une idée du ratio d'encadrement. Quand nous comparons avec d'autres départements cela nous paraît bien faible...

Là encore vous allez nous dire que souvent l'accompagnement peut être contre-productif et que la mutualisation est donc plus intéressante. Ces mutualisations à outrance nous questionnent. Les AESH se retrouvent avec des emplois du temps morcelés sur plusieurs écoles ou établissements avec plus de 5 élèves à suivre. Nous sommes ici pour parler conditions de travail, comment donner du sens à ces suivis ? Il est impossible pour ces collègues de se voir autrement que comme des rustines sur des pneus d'occasion....

Ne parlons pas de tous ces élèves de maternelle non encore notifiés ou diagnostiqués accueillis dans des classes maternelles chargées ou multiniveaux dont l'accueil devient alors un casse-tête. Quel travailleur peut accepter de se faire régulièrement mordre, taper ou insulter quasi quotidiennement ou d'être témoin impuissant de ces comportements de souffrance ? Qui se préoccupe de l'impact psychologiques de ces scènes ?

L'Unsa éducation redit que l'école inclusive dans ces conditions est maltraitante pour tous (familles, élèves, personnels). Si l'école est un projet politique alors elle ne peut être cette école violente au risque de s'auto détruire...

A l'heure actuelle, la scolarisation en milieu ordinaire n'est pas toujours possible c'est factuel. C'est le groupe et la socialisation qui posent problème.

Vous nous parlez souvent de montée en compétences des collègues, à l'Unsa nous vous demandons une montée en reconnaissance de l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons sur le terrain.

Merci à vous.